La Lettre de l'Observatoire Europe-Afrique 2020

Lettre n°3 – Novembre / Décembre 2016

Nouveau dossier

Un nouveau dossier, intitulé « **Quel est l'impact du transport maritime sur les émissions de gaz à effet de serre et de polluants**? » est disponible sur le site de l'Observatoire. Les trafics maritimes, principalement de conteneurs, liés aux importations de produits fabriqués en Asie vers l'Europe, engendrent des émissions très importantes de gaz à effet de serre et de polluants. L'objet de cette étude de cas est d'évaluer l'impact que produirait la substitution d'une partie de ces trajets « Asie-Europe » par des trajets « Afrique-Europe », sur les émissions de gaz à effet de serre et de polluants.

Evènements récents

Le 27 octobre 2016, l'Ambassade de France en Côte d'Ivoire, le Service économique régional d'Abidjan et Business France ont accueilli 35 dirigeants d'entreprises et de nombreuses startups dans le cadre du séminaire **« Investir en France »** pour la sixième édition africaine. L'objectif était d'accompagner les start-up innovantes qui souhaitent s'internationaliser dans la sous-région et l'Europe, à travers le groupe de la French Tech Abidjan et de faire la promotion de l'attractivité de la France (nouvelles mesures fiscales, soutien à la R&D, nouveau passeport « talents »….)

A Tunis, s'est tenu les 29 et 30 novembre 2016 le Colloque France Tunisie dans le secteur industriel : **Quelle stratégie pour une industrie concurrentielle ?** Rencontres articulées autour d'un séminaire qui a accueilli une centaine d'industriels tunisiens.

Evènements à venir….

Paris (Institut du Monde Arabe) : En septembre 2017, pendant une journée, l'Institut du monde arabe consacrera un forum économique au développement des échanges entre la France, le monde arabe et l'Afrique subsaharienne. Des

tables rondes et rendez-vous BtoB inviteront de grands décideurs français, arabes et africains à explorer et saisir les opportunités de renforcement des liens entre ces trois zones.

A Yaoundé (Cameroun) se tiendra du 11 au 19 février 2017 le salon « Promote 2017 » (Salon International de l'Entreprise de la PME et du Partenariat de Yaoundé). C'est le plus grand salon multisectoriel d'Afrique Centrale, L'événement a accueilli 1250 exposants de 32 pays lors de sa dernière édition en 2014.

Actualités

Afrique : Selon la troisième édition du Baromètre du Développement International du cabinet BearingPoint **« Se développer en Afrique : regards croisés d'entreprises marocaines et françaises** », réalisée avec l'Association marocaine des exportateurs (Asmex), l'Algérie, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal sont les cinq pays dans lesquels les 250 entreprises marocaines et françaises interrogées sont le plus implantées. Le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Gabon arrivent en tête pour les entreprises marocaines du panel qui sont essentiellement présentes en Afrique de l'Ouest. La Côte d'Ivoire, le Maroc et le Cameroun occupent les trois premières places pour les groupes français interrogés qui se déploient aussi dans certains pays anglophones (Nigeria, Afrique du Sud et Kenya).Concernant la nature des opérations menées par les entreprises du panel, plus de 60 % des répondants marocains exportent et distribuent leur production en Afrique subsaharienne, souvent à travers un réseau de partenaires, ce qui constitue la première étape avant d'envisager une implantation sur place. Avec un temps d'avance, les entreprises françaises sont plus implantées localement, notamment dans la transformation et l'industrie. On constate toutefois un effet de rattrapage des entreprises marocaines, finalement assez nouvelles sur le continent, par rapport à leurs homologues françaises présentes pour certaines depuis plus de cent cinquante ans. L'afro-optimisme est très clairement à présent partagé par les patronats marocains et français, et cela se décline dans les stratégies de croissance et les investissements engagés. Il y a cinq ans, pour 86 % des entreprises marocaines interrogées, l'Afrique représentait moins de 5 % de leur chiffre d'affaires. En 2016, le continent pèse plus de 5 % des revenus pour près de la moitié des répondants, et 20 % d'entre eux estiment que l'Afrique constituera plus de 50 % de leur chiffre d'affaires global dans les cinq prochaines années. « Nous assistons depuis quelques années à une impulsion très forte du secteur privé marocain vers la région subsaharienne. L'appui des autorités du pays et les exemples de réussite portés notamment par les services financiers et l'immobilier ont accéléré le mouvement », explique Monsieur Hassan Sentissi, Président de l'Association marocaine des exportateurs (Asmex). Cet optimisme se confirme en France également. Il y a cinq ans, l'Afrique représentait moins de 5 % du chiffre d'affaires pour 49 % des entreprises interrogées. Elles ne seront que 14 % dans ce cas en 2020. En dix ans, la part de l'Afrique dans le chiffre d'affaires global du panel va augmenter de 75 %. « Ces chiffres marocains et français confirment une tendance lourde, le « risque africain » lié aux situations politiques et à l'environnement des affaires ne constitue plus un obstacle rédhibitoire. Le potentiel et les opportunités du continent avec ses 2 milliards d'habitants en 2050 dont plus de 900 millions appartenant à la classe moyenne sont des paramètres autrement plus puissants dans la définition des stratégies de développement international des entreprises », analyse Jean-Michel Huet. Le potentiel des marchés africains (pouvoir d'achat et nombre de clients) constitue le premier critère des entreprises françaises pour expliquer leur présence en Afrique, et le deuxième critère pour leurs homologues marocaines (08/12/2016)

Afrique : La Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque africaine de développement (BAD) ont lancé le 21 novembre à Abidjan, en partenariat avec la Commission européenne, un fonds dédié au financement des start-ups et des petites et moyennes entreprises (PME) africaines. Dotée d'une enveloppe de 150 millions d'euros, cette plateforme baptisée BoostAfrica devrait engendrer par effet de levier 1 milliard d'euros d'investissements nouveaux, avec à la clef le soutien à plus de 1 500 start-ups et PME innovantes sur l'ensemble du continent africain. Le lancement de l'initiative BoostAfrica a eu lieu au siège de la BAD à Abidjan en présence du président de la BEI, Werner Hoyer, du

président de la BAD, Akinwumi Adesina, et du Premier ministre ivoirien, Daniel Kablan Duncan. BoostAfrica a pour objectif de contribuer à favoriser le développement d'un écosystème entrepreneurial efficace en Afrique en soutenant les étapes les plus risquées de la chaîne de valeur d'entreprise (22/11/2016).

Algérie : La Mediterranean Float Glass (MFG), filiale de Cevital spécialisée dans la fabrication de verre plat à Larbaà (Blida), a lancé sa deuxième ligne de production. Cette nouvelle ligne de production, réalisée pour un coût de 120M€, d'une capacité de 800 tonnes/jour, portera la production globale de la MFG à 1 400 tonnes de verre/jour (21/11/2016).

Afrique du sud : Le fabricant biélorusse d'engins agricoles Minsk Tractor Works va implanter une usine dans la province sud-africaine de Mpumalanga (330 km à l'Est de Johannesburg). Les travaux de construction de l'usine spécialisée dans l'assemblage de tracteurs débuteront dès janvier 2017. L'usine sera réalisée dans le cadre d'un PPP devrait aussi servir d'autres pays d'Afrique australe comme le Mozambique et le Swaziland (12/12/2016).

Afrique : La Chine et la France ont annoncé le lancement officiel d'un fonds d'investissement doté d'un capital initial de 300MEuros en vue de financer des projets communs en Afrique et en Asie. Ce fonds a été lancé en marge de la visite du vice-Premier ministre de la République populaire de Chine, Kai Ma, en France. Géré par CDC International Capital (CDC IC) et abondé du côté chinois par le fonds souverain China Investment Corporation (CIC), ce nouveau fonds pourra atteindre une capacité de 2 milliards d'euros, en s'ouvrant à d'autres investisseurs institutionnels français et chinois. Il visera principalement les secteurs des énergies renouvelables, de la santé et des infrastructures. Pour rappel, la Chine et la France ont signé en juin 2015 une déclaration de partenariats sur les marchés tiers dans laquelle les deux pays s'engagent à conquérir ensemble des marchés en Afrique et en Asie. Selon les termes de cette «Déclaration sur les partenariats franco-chinois sur les marchés tiers», les deux pays prévoient de travailler ensemble à des projets dans les domaines des infrastructures et de l'énergie et à introduire de «nouvelles formules de cotraitance, de coproduction et de cofinancement», qui viseront «prioritairement l'Asie et l'Afrique» (16/11/2016)

.

Bénin : L'Assemblée nationale a adopté le 11 octobre dernier une loi portant cadre juridique du partenariat public-privé en République du Bénin. Au-delà des distinctions classiques que prévoient les directives UEMOA (notamment les délégations de service public : concession, affermage, régie intéressée), ce texte institue un contrat de partenariat public-privé « à paiement public », correspondant au nouveau « marché de partenariat » français. Le décret d'application, qui devrait intervenir dans les prochains mois, permettra de connaître avec plus de précision les conditions de recours à ce contrat de partenariat public-privé ainsi que le contenu des différentes études préalables (18/11/2016).

Egypte : DP World Group envisage la création d'un port sec en bordure de l'agglomération du Caire. Ce port devrait permettre de réduire les embouteillages dans la ville la plus encombrée d'Egypte. Il comprendra une zone de logistique pour décharger les conteneurs, ce qui empêchera les gros camions de rouler dans la ville (02/01/2017).

Ethiopie : Le ministère éthiopien de l'industrie envisage de donner prochainement, le premier coup de pioche aux travaux de construction de 4 parcs industriels répartis dans les régions d'Amhara, Oromia, Tigray, et dans la Région des nations, nationalités et peuples du Sud (RNNPS). D'un coût d'environ 2 milliard $, le projet de construction est prévu pour durer 4 ans. Le financement sera apporté par le gouvernement fédéral éthiopien et par les gouvernements des états concernés. Pour rappel, le projet fait partie de la vision de l'Ethiopie de « devenir le premier hub pour les

industries légères en Afrique». Le gouvernement fédéral éthiopien ambitionne à cet effet, d'installer 17 parcs industriels dans toutes les régions du pays (03/01/2017).

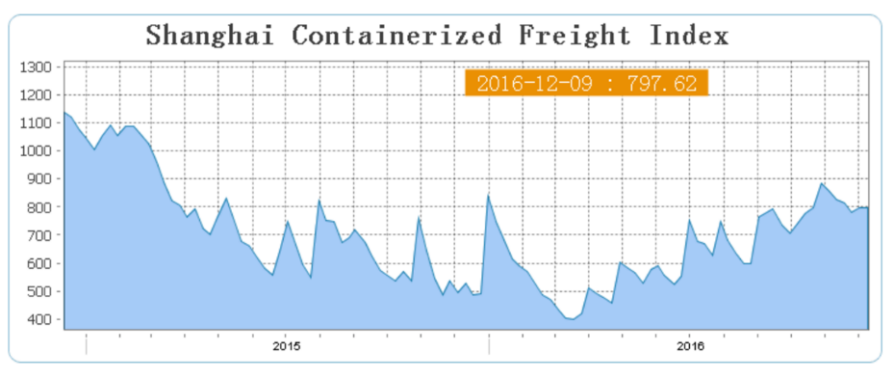
Maurice : Un protocole d'accord prévoyant un financement concessionnel pour plusieurs projets d'infrastructures à Maurice a été paraphé par le gouvernement indien. L'enveloppe, qui s'élève à 12,7 Mds Rs, soit environ 317 M EUR, servira essentiellement (9,9 Mds Rs, soit 247 M EUR) à financer le projet d'une ligne de métro léger ou Metro Express, dont le coût total est estimé à plus de 400 M EUR. D'autres projets liés au secteur du BTP sont mentionnés dans l'accord : construction d'un nouveau bâtiment pour la Cour suprême (1,1 Md Rs), construction d'un millier de logements sociaux (0,7 Md Rs) et d'un centre hospitalier (0,5 Md Rs) (22/11/2016).

Nigéria : Greenwish Partners, une société d'investissement basée à Paris, prévoit de construire deux centrales solaires dans le nord du Nigéria, avec une capacité totale de 100 MW. La construction des deux installations de 50 MW chacune va commencer l'année prochaine et devrait coûter 130 à 150 MUSD. Une des centrales sera située dans l'Etat de Kaduna. Elles seront toutes les deux reliées au réseau national. Selon le Vice-président Osinbajo, le Nigéria vise à produire 50 % de son énergie à partir d'énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire, d'ici 2020 (03/11/2016).

Clignotants

Hausse des taux de fret maritime

Après une baisse continue depuis mars 2015, l'indicateur de référence des taux de fret du transport maritime conteneurisé au départ de la Chine enregistre une nette reprise depuis avril 2016. Il a augmenté de 53% en neuf mois. Il n'a toutefois pas encore rejoint le niveau d'avant la crise de 2015.



Malgré la reprise récente, les tarifs Asie –> Europe restent toutefois à des niveaux faibles

Les taux Afrique-Europe sont du même ordre de grandeur que les taux Asie –> Europe, malgré des distances beaucoup plus courtes.

A lire……

Le cabinet EY publie son nouveau **baromètre sur l'attractivité du continent africain**. Il établit un bilan des investissements directs étrangers (IDE) pour 2015. Les IDE en Afrique ont augmenté de 7% par rapport à 2014 : 771 nouveaux projets ont été recensés. L'Afrique de l'Ouest est numéro Un en ce qui concerne la valeur des IDE. La Côte

d'Ivoire se hisse à la 9ème place des destinations les plus attractives. La France devient 3ème en termes de nombre de projets et de montant des investissements et 2ème pour les créations d'emplois. Les industries extractives poursuivent leur déclin, au profit des télécoms/medias/technologie, produits de consommation et de distribution, et services financiers. De nouvelles opportunités se concrétisent dans l'immobilier, l'hôtellerie et les cleantech (Lettre du CIAN – Octobre 2016)

Le rapport "**CyclOpe Afrique 2016**" est consacré pour la première fois à la place de l'Afrique dans les marchés mondiaux des matières premières.

Emmanuel Kamdem fait paraître « **Innovation entrepreneuriale et développement durable en Afrique : défis et opportunités** » aux éditions de l'Harmattan (Prix : 45 €). Depuis une quinzaine d'années, les économies africaines affichent des taux de croissance positifs. Au cours de la prochaine décennie, plus de la moitié des champions mondiaux de la croissance économique seront africains. On s'éloigne de l'afropessimisme qui a longtemps dominé. Ce livre aborde la responsabilité sociale, sociétale et environnementale, l'entrepreneuriat et le développement durable, social et solidaire, l'entrepreneuriat féminin et ses innovations.

Vers une industrialisation verte en Afrique, Rapport économique 2016 de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies. Le document complet est accessible sur le lien suivant :
http://www.uneca.org/fr/publications/rapport-%C3%A9conomique-sur-l%E2%80%99afrique-2016

En savoir plus…..

Vous trouverez des informations détaillées sur le contenu du site de l'Observatoire en ouvrant le lien suivant :

http://observatoire-europe-afrique-2020.org/fr/accueil/

La Lettre de L'Observatoire Europe-Afrique 2020 est publiée par l'Association « Observatoire Europe-Afrique 2020 »

Tél : 06 17 95 18 21 - contact@observatoire-europe-afrique-2020.org